

Avril 2015, volume 2, numéro 4

[Voir ce courriel sur le web](#)

Bonjour à tous,

La période d'inscription pour le Congrès national 2015, organisé par la Société canadienne d'évaluation, est commencée. Vous trouverez les informations nécessaires dans les pages qui suivent. Ce congrès aura lieu à Montréal, du 24 au 27 mai 2015, au Centre Sheraton. Parmi les conférenciers attendus, soulignons la présence de M. Ernest R. House, Mme Maria Bustelo, Mme Caroline Heider, M. Robert Schwartz, M. Robert Lahey et M. James C. McDavid. Ces professionnels de haut calibre offriront des séances plénières sous le thème de « L'évaluation pour un monde meilleur ».

Dans ce bulletin, vous avez accès à plusieurs sujets d'actualité en évaluation, mettant notamment en lumière le rôle de l'évaluation dans le transfert des apprentissages, les méthodes de collecte de données pour l'évaluation d'impact, quelques principes suggérés par l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant l'évaluation du développement ainsi que les nouvelles exigences en perfectionnement professionnel pour l'évaluation accréditée qui entreront en vigueur dès juillet prochain.

Toute l'équipe du CREXE vous souhaite beaucoup de succès dans vos recherches évaluatives!

Annie d'Amours, M.A. et Moktar Lamari, Ph.D., Centre de recherche et d'expertise en évaluation.

Événements

QC - Congrès national 2015 de la SCÉ: la période d'inscription a

débuté

La période d'inscription pour le congrès national 2015 (C2015) de la Société canadienne d'évaluation a débuté. Celui-ci aura lieu à Montréal du dimanche 24 mai au mercredi 27 mai 2015. Le thème du congrès de cette année est « L'évaluation pour un monde meilleur ». L'événement s'avère une occasion unique afin de promouvoir votre organisme auprès d'évaluateurs locaux, nationaux et internationaux, d'accroître la visibilité de vos produits et services ainsi que de démontrer votre soutien pour l'évaluation au Canada.

INT - 2015 International Program for Development Evaluation Training - Building Skills to Evaluate Development Interventions

8 juin au 3 juillet 2015, Ottawa, Canada

Cette formation est conçue pour répondre aux besoins de développement des professionnels d'évaluation et d'audit principaux et intermédiaires travaillant dans les gouvernements de pays développés et en développement, des agences de développement bilatérales et multilatérales ou des organisations non-gouvernementales.

INT - Results Based Management Systems for the Public and Development Sectors

22 juin au 3 juillet 2015

L'objectif de ce cours en ligne est d'améliorer l'efficacité et l'efficacé dans la gestion de projets et de programmes en fournissant aux participants des approches de suivi et d'évaluation axées sur les résultats. Il a été conçu pour répondre au besoin croissant d'un cadre professionnel en lui permettant de concevoir, mettre en œuvre et gérer des systèmes de gestion basés sur des résultats dans la fonction publique, le secteur non gouvernemental et au sein des organismes de développement multilatéraux.

Publications en français

US - L'évaluation améliore le transfert de l'apprentissage (APS)

Beaucoup d'études ont démontré que le fait de récupérer des informations lors d'une évaluation améliore la rétention future de cette information. La plupart des études sur l'effet de l'évaluation ont été consacrées à la rétention de l'information mesurée grâce à une évaluation finale similaire à l'évaluation initiale. Nous en savons nettement moins concernant le potentiel de l'évaluation pour promouvoir l'application—i.e., le transfert— de l'apprentissage. Cet article américain fait une revue des études récentes qui ont commencé à se pencher sur ce sujet, notamment concernant les avantages de l'évaluation pour le transfert des acquis selon les contextes temporels, les formes d'évaluation, et les domaines de connaissance.

INT - Présentation des méthodes de collecte et d'analyse de données dans l'évaluation d'impact

Quel que soit le type d'évaluation menée, il est essentiel de bien choisir les méthodes de collecte et d'analyse des données et de les appliquer correctement. La présente note de l'UNICEF présente brièvement les questions relatives au choix et à l'utilisation de méthodes pour les évaluations d'impact, c'est-à-dire les évaluations qui fournissent des informations sur les effets à long terme (intentionnels ou non) des programmes ou politiques.

INT - Rapport sur les capacités en Afrique 2014 : Les exigences de capacités pour l'intégration régionale en Afrique

Ce rapport annuel produit par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et les indicateurs qu'il propose offrent les intrants nécessaires pour éclairer les choix en matière d'appui au renforcement des capacités. Cette année, l'accent est mis sur les exigences de capacités pour l'intégration régionale, qui font partie du mandat de l'ACBF, et sur les capacités des communautés économiques régionales (CER). Le rapport fait ressortir les points qui sont nécessaires pour renforcer les CER, soit : 1) intégrer le renforcement des capacités dans l'ensemble des efforts visant à réaliser un développement durable, 2) assurer des ressources administratives et financières suffisantes, 3) mettre l'accent sur la rétention et l'utilisation des compétences, et pas seulement sur leur acquisition, et 4) assurer le suivi-évaluation de tous les efforts de renforcement des capacités.

INT - Rapport d'Evaluation du Système d'Information Sanitaire de Routine par L'Approche et les Outils PRISM

L'objectif de cette étude produite par le Ministère de la Santé publique et de la lutte contre le SIDA du Burundi était d'évaluer la performance du Système d'Information sanitaire de routine (SISR) du pays en termes de qualité des données et d'utilisation de l'information en vue de formuler des recommandations pour améliorer les pratiques et corriger les faiblesses éventuelles. Cette évaluation était basée sur le cadre conceptuel développé par le projet MEASURE Evaluation pour améliorer la Performance Gestion des Systèmes d'Information de Routine (PRISM).

INT - Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR)

Si rien ne change, la planète devrait faire face à un déficit global en eau de 40% d'ici 2030. C'est le constat implacable dressé par le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, qui est produit par le Programme mondial d'évaluation des ressources en eau, hébergé par l'UNESCO, au nom de l'ONU-Eau. Le rapport insiste sur le rôle des pouvoirs publics pour peser sur les choix stratégiques déterminants pour la pérennité des ressources en eau. Il préconise notamment de limiter la construction et l'utilisation des centrales thermiques qui assurent aujourd'hui 80% de la production d'électricité et sont très gourmandes en eau. Les efforts déployés par certains pays montrent qu'une meilleure gouvernance et une utilisation plus scrupuleuse sont possibles, y compris dans les pays en développement.

Publications en anglais

EUR - Financing for development: lessons from Development Progress case studies

Les données sur la contribution et l'efficacité du financement en développement pour des interventions à grande échelle sont rares dans certains secteurs et, lorsqu'elles sont disponibles, elles sont ambiguës. Ce document de synthèse vise à combler partiellement cette lacune en s'appuyant sur les données et les leçons des études de cas de pays du Development Progress project. Ce projet vise à expliquer comment des progrès ont été réalisés dans 50 pays en développement dans les deux dernières décennies à travers huit dimensions du bien-être. Les finances se présentent comme l'un des principaux facteurs qui contribuent au progrès du développement dans ces pays, et elles sont traitées en détail dans 20 des études de cas du projet. Ce document s'appuie donc essentiellement sur des données de ces études de cas.

Initiatives institutionnelles, innovation, pratiques émergentes

CAN - Nouvelles exigences en perfectionnement professionnel pour l'évaluation accrédité, en vigueur le 1er juillet 2015

Le 1er juillet 2015, les exigences en matière de perfectionnement professionnel pour les évaluateurs accrédités (ÉA) changeront. Tous les trois ans, les évaluateurs accrédités (ÉA) doivent déclarer les activités de perfectionnement professionnel réalisées afin de tenir à jour leurs compétences à titre de professionnels de l'évaluation. Le titre d'ÉA est décerné pour une période de trois ans. Pour renouveler leur titre, les évaluateurs accrédités doivent fournir la preuve de réussite d'activités de formation continue totalisant 40 heures depuis leur dernière date de renouvellement. Les présentes lignes directrices pour les Exigences en formation continue présentent des catégories admissibles d'activités de formation.

EUR - The Future of Knowledge Sharing in a Digital Age: Exploring Impacts and Policy Implications for Development

Au cours des 15 prochaines années, les pays en développement sont susceptibles de connaître des changements radicaux dans la façon dont les États et les sociétés vont interagir avec la connaissance. Ces changements ont le potentiel d'améliorer la vie des gens, mais ils portent aussi des dangers d'une fracture du savoir de plus en plus influencée par l'accès aux technologies, les menaces à la vie privée, et la perte potentielle de la diversité des connaissances. Cette recherche publiée par l'Institute of Development Studies vise sur une période de 15 ans à examiner les façons possibles par lesquelles les technologies numériques peuvent contribuer ou nuire au développement, et comment les praticiens du développement et les décideurs politiques peuvent le mieux répondre à cette problématique.

INT - Un nouveau portail de transparence atteste l'impact de l'UNESCO à travers le monde

Le portail de données ouvertes de l'UNESCO vise à présenter des renseignements complets, de qualité et à jour sur les projets menés par l'UNESCO. Ce portail permet aux utilisateurs de trouver des informations classées par pays/régions, source de financement et secteurs, et présente les données globales des projets, dont le budget, les dépenses, l'état d'avancement, l'organisation chargée de la mise en œuvre, les documents de projets, et plus encore. La plate-forme publie des programmes et des informations financières conformes aux normes de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), appliqué au sein du système onusien, et à d'autres initiatives de transparence pertinentes.

INT - Madagascar : Culture de résultat équivaut à obligation de résultats

Le Madagascar a tenu un atelier de validation des résultats de l'évaluation nationale en gestion de la performance publique et de redynamisation de la communauté de pratiques du pays le 11 mars 2015. Par l'échange de connaissances, la fourniture de formations et la dissémination de publications, il est prévu une diffusion et appropriation des pratiques du suivi et évaluation, de la budgétisation axée sur les résultats et de la transparence dans la gestion des ressources publiques et des résultats atteints. L'initiative vise la transformation du continent africain et de Madagascar et que la gestion axée sur les résultats constitue une réponse aux défis qu'affrontent les gestionnaires de ressources publiques pour atteindre notamment une intégration régionale réussie.

INT - Des administrateurs de la BAD au Mozambique pour évaluer l'impact des projets de développement

Une délégation d'administrateurs du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) se rendra au Mozambique du 28 mars au 4 avril 2015. Composée de 11 membres du Conseil d'administration et d'un conseiller principal de la BAD, cette délégation d'une représentation de 46 pays a pour mission d'évaluer l'impact des projets de la Banque dans ce pays. Les visites programmées seront axées sur des projets relatifs à la gestion et à la gouvernance des ressources naturelles, à la gestion du secteur financier et au développement du secteur privé. Des concertations avec de hauts fonctionnaires d'organismes économiques régionaux sont également prévues pour passer en revue les questions d'intégration régionale.

INT - L'union fait la force : Étudier les répercussions des groupes d'action féminine sur le changement social en Inde

Ce projet étudiera les répercussions du programme Mahila Samakhya (MS) en Inde, le plus important programme gouvernemental d'autonomisation des femmes au monde. Le programme, qui est axé sur l'éducation pour l'égalité des femmes, intervient auprès de plus de 1,2 million de femmes pauvres de 40 000 villages dans 10 États indiens. Le programme est fondé sur le constat que les normes sociales privent les Indiennes d'un pouvoir social et économique. La recherche mettra en lumière le rôle des groupes d'action féminine comme catalyseurs de changement social et économique. Le but est de fournir des données probantes empiriques

susceptibles d'éclairer les praticiens et les responsables des politiques.

Fondateur et directeur scientifique

MOKTAR LAMARI, Ph. D., est professeur en évaluation des politiques publiques à l'École nationale d'administration publique et assume la direction du Centre de recherche et d'expertise en évaluation depuis 2010. M. Lamari est également le fondateur et le directeur scientifique du *BREXEAID* : moktar.lamari@enap.ca

Rédactrice en chef

ANNIE D'AMOURS, M.A., MAP, est évaluatrice de programmes au Centre de recherche et d'expertise en évaluation et rédactrice en chef du *BREXEAID*. En 2013, elle a participé au Programme international de formation en évaluation du développement : annie.damours@enap.ca



Facebook



Site web

Copyright © 2015 MOKTAR LAMARI, CREXE,
Tous droits réservés.